

L'hon. M. Starr: Monsieur l'Orateur, une fois de plus je soulève la question de privilège relativement aux propos que vient de tenir le leader de la Chambre. Il veut encore nous faire croire que le bill était disponible alors qu'il ne l'était pas. Il cherche à nous relater le processus que suit un bill avant d'être imprimé, mais nous le connaissons. Nous voulons savoir quand le bill sera disponible aux députés; c'est tout ce qu'il a à répondre.

L'hon. M. McIlraith: Si c'est le cas...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence pourrait peut-être offrir son aide. Je m'efforcerai certes d'intervenir, quand mon intervention pourrait être utile, afin de m'assurer que la distribution se fera sans retard.

L'hon. M. Hamilton: Monsieur l'Orateur, à propos de la question de privilège au sujet de laquelle vous avez rendu, à vrai dire, une décision; j'ai demandé hier soir à la levée de la séance, comme en fait foi la page 4911 du compte rendu:

Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il nous assurer que le bill sera disponible ce soir?

Le ministre des Transports a alors répondu:

Quelques exemplaires sont disponibles et je tâcherai d'en faire distribuer le plus grand nombre possible aussitôt que possible.

J'ai été à la Chambre hier soir jusqu'à onze heures et je n'ai pas reçu d'exemplaire du bill. La première chose que j'ai faite ce matin a été d'en demander un exemplaire. Le premier ministre m'a dit qu'il était disponible. Toutefois, lorsque j'ai demandé aux huissiers, aux messagers ou aux personnes qui sont au pupitre, je me suis rendu compte que le bill n'était pas disponible. Je veux appuyer sur ce que mon collègue a dit à propos de cette question de privilège.

[Français]

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège...

M. l'Orateur: S'agit-il d'une nouvelle question de privilège?

M. Caouette: Il s'agit de la même question de privilège que le député de Qu'Appelle (M. Hamilton) a soulevée.

Le député de Qu'Appelle et son collègue d'Ontario (M. Starr) doivent tous deux savoir que le bill tend à réorganiser le gouvernement. Ils ne doivent pas être étonnés qu'il n'ait pas été distribué hier. Qu'ils attendent, et ils l'auront aujourd'hui ou demain.

[Traduction]

L'HABITATION

LA DISPONIBILITÉ DE FONDS PAR L'ENTREPRISE DE LA SCHL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. M. Brand (Saskatoon): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. Comme la pénurie de fonds hypothécaires s'aggrave dans le domaine de la construction domiciliaire et vu les poussées inflationnistes qui en résultent pour cette industrie, le ministre n'étudierait-il pas la possibilité d'affecter plus de fonds à la construction d'habitations, par l'intermédiaire de la Société centrale d'hypothèques et de logement?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je crois savoir que cette question a été posée il y a quelques jours et que le ministre y a répondu. A mon avis il n'y a aucun nouvel élément dans la question du député.

M. Brand: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, et je soutiens qu'il y a précisément un nouvel élément dans la question. Les prêts hypothécaires, selon mes renseignements, deviennent impossibles à obtenir de quelque source que ce soit. C'est une question d'extrême importance dont il faudrait s'occuper immédiatement. On n'en a pas discuté la semaine dernière.

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de l'Industrie une question dont je l'ai prévenu de vive voix. A propos des fluctuations de la Bourse de New York hier, attribuables à plusieurs annonces inexactes de la General Motors sur l'activité de ses diverses usines, le ministre pense-t-il qu'il s'agit de représailles contre la campagne menée à bien par le député de Brome-Missisquoi et visant à accroître la sécurité des voitures?

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Français]

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice.

Le ministre de la Justice aurait-il déclaré dimanche dernier, au cours d'une assemblée politique concernant les élections du Québec, que les tiers partis n'avaient pas le sens des responsabilités et qu'ils étaient de trop dans un Parlement?